



# GEDCIQ

Groupe d'expertise pour  
le développement des cités  
interculturelles au Québec

**Avec la participation financière de :**

**Québec** 

# Mille et une façons de renforcer la cohésion sociale

Marta Massana

Gilles Rioux

GEDCIQ

Le 12 février 2021

## *30<sup>e</sup> anniversaire*

Il y a 30 ans, le 5 février 1991,  
l'Accord Canada/Québec était signé.

*Cette présentation se veut une occasion pour souligner cette avancée considérable dans la prise en charge de l'immigration par le gouvernement du Québec.*

# *La cohésion sociale ?*

***L'expression « cohésion sociale » désigne l'état d'une société, d'un groupe ou d'une organisation où la solidarité est forte et les liens sociaux intenses.***

Elle se renforce par un plus grand partage de valeurs ou de projets communs, par un plus grand attachement au groupe, par de plus grands espaces partagés de dialogue, de liberté, de confiance et de respect mutuel.  
Comment les encourager ?

Elle s'affaiblit par la croissance des inégalités, des iniquités et des injustices.  
Comment réduire ces obstacles ?

# L'Observatoire québécois des inégalités

## **S'informer pour agir**

Pour agir efficacement, il faut s'informer sur la nature et l'étendue des inégalités.

L'Observatoire québécois de inégalités peut vous informer de ce mal qui ronge la cohésion sociale, les inégalités :

- Face à la pandémie,
- Des personnes âgées,
- Des jeunes qui quittent la DPJ pour la vie adulte,
- Des personnes discriminées de toute nature,
- Des personnes fréquentant les banques alimentaires,
- Des analphabètes du numérique, etc.

Bien connaître le problème, c'est déjà un début de solution.

# Les inégalités de la santé

## S'informer pour agir

La moitié des dépenses du gouvernement va la santé; mais les inégalités de la santé demeurent. Quelles sont les conséquences des inégalités de la santé ?

« Elles rendent malades et tuent. » Dr Richard Lessard

Le Rapport annuel de 2011 de la Direction de la santé publique de Montréal y est consacré :

- Les écarts d'espérance de vie de 6 ans selon que l'on soit riche ou pauvre, selon les quartiers,
- La vulnérabilité des personnes immigrantes à statut précaire et des autochtones,
- Les risques de l'alimentation des personnes pauvres, etc.

# Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion

## **S'informer pour agir**

Créé en 2005 par la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, le CEPE vous informe sur :

- La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec : état de situation 2019,
- Influence de la croissance économique et des politiques fiscales sur la pauvreté au fil du temps,
- Les troubles de la santé mentale et la pauvreté au Québec,
- Les coûts de la pauvreté au Québec, etc.

# Saisir la conjoncture pour diminuer les injustices

Les crimes liés aux drogues entraînent une surreprésentation des membres des minorités en prison.

- Si les Noirs représentaient 8,8% de la population de Toronto, ils représentaient 34% des accusations de possession de la marijuana entre 2013 et 2017.
- L'association des chefs de police du Canada a demandé l'été dernier au gouvernement fédéral de décriminaliser la possession simple de toutes les drogues. La ville de Montréal vient tout juste d'en faire autant. Le Portugal l'a fait il y a 20 ans.
- La crise des opioïdes crée un contexte favorable accentué par la pandémie (66 décès par les opioïdes au Québec en juillet seulement). Il n'y a plus rien qui justifie l'inaction.

**Décriminaliser toutes les drogues, c'est diminuer les occasions de profilage racial et c'est réduire le cycle des condamnations/emprisonnements pour les membres des minorités visibles.**

# Soutenir l'augmentation du salaire minimum pour sortir davantage de personnes de la pauvreté

Le salaire minimum actuel maintient les personnes dans la pauvreté.

Trop de gens disent que l'augmentation du salaire minimum menace l'emploi.

Un salaire minimum élevé n'est que l'un des multiples volets d'une stratégie de réduction de la pauvreté ou des inégalités.

D'autres facteurs jouent également un rôle essentiel à cet égard, comme la création d'emplois salariés (par opposition à d'autres types d'emploi, tel le travail autonome comme exemple de *l'ubérisation* des emplois), la redistribution de la richesse et les transferts fiscaux.



## Financement (1) – Accord Canada/Québec en immigration

### Le financement des programmes consacrés à l'accueil, l'installation et la francisation des personnes immigrantes

- Février 2021 marque le 30e anniversaire de la signature du principal Accord Canada/Québec sur l'immigration.
- Le transfert fédéral est passé en 30 ans de 75 M\$ à quelque 600 M\$ (augmentation de 800 %).
- Il assure le financement de l'essentiel des programmes consacrés à l'accueil, l'installation et la francisation des personnes immigrantes. Quatre ministères sont concernés : immigration, éducation, emploi et santé.

En 2017-18, le Québec recevait 9 356 \$ par nouveau résident permanent tandis que, pour le reste du Canada, le montant était 3 608 \$. Il faut noter les coûts de la francisation que le Québec a assumés.

Il faut préserver les acquis si l'on veut que les programmes d'accompagnement des personnes immigrantes demeurent, aident à améliorer leur situation et contribuent à la cohésion sociale.

# Financement (2) – Plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion

La plan de lutte à la pauvreté et à l'exclusion

- Dans la foulée de la *Marche du pain et des roses* de 1995, l'Assemblée nationale adopte en 2002 la loi de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Des milliards y sont investis dans l'ensemble des champs sociaux.
- Il est démontré que le sort des familles pauvres s'est amélioré.
- *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023* poursuit l'objectif de sortir 100 000 personnes de la pauvreté.

# Financement (3) - Habitation

- Le poste de dépenses le plus important des ménages,
- Insuffisance du nombre de logements sociaux et abordables,
- La population immigrante est surreprésentée dans les logements insalubres.

# Financement (4) – Fonds et fondations

Les programmes pour l'immigration ou de lutte à la pauvreté sont des programmes de financement du fonctionnement et des interventions.

Mais les régions ou les quartiers les plus détériorés ont besoin d'immobilisations, d'infrastructures et d'équipements, il faut d'autres sources de financement qui seront remboursés sur le long terme.

Outre les sources publiques, les fonds et fondations peuvent compléter une partie des besoins; mais leurs actions sont controversées.

Généralement, les fondations ne souhaitent pas financer les instances ayant un pouvoir de taxation et s'attendent à ce que leurs contributions fassent une différence.

# Financement (5) - Urbanisme

Le **plan d'urbanisme** constitue le document officiel le plus important de la municipalité en matière de planification de l'aménagement de son territoire.

Les plans d'urbanisme se limitent trop au territoire et ne prennent pas suffisamment en compte les besoins des populations qui les habitent.

Si, à l'exemple de Portland en Oregon, le plan d'urbanisme prioriserait l'amélioration des populations et des quartiers défavorisés, les objectifs ne seraient pas les mêmes et le plan interpellerait les autres grands responsables des réseaux scolaire et socio-sanitaire.

L'historique de l'arrondissement de Montréal-Nord est une triste illustration des limites de l'urbanisme tel que pratiqué au Québec.

# La gestion de la diversité religieuse

Les pratiques religieuses changent : de dessertes territorialisées aux lieux de pratiques de concertation.

Les municipalités conservent l'obligation de rendre possible la mise en place de lieux de culte sur leur territoire.

Si elles choisissent de leur offrir des secteurs peu attractifs (ex parcs industriels), elles envoient aux membres de la diversité concernés le message qu'elles ont une citoyenneté de seconde zone.

# La participation (1) civique, un moyen de renforcer la cohésion sociale

Participer à la vie civique, c'est un moyen de se faire reconnaître.

Participer aux conseils de CPE, aux conseils d'établissements, c'est un moyen de comprendre son environnement, de partager ses valeurs et de contribuer à la cohésion sociale.

La pleine citoyenneté passe par l'occupation proportionnelle de places dans les lieux de décision.

# La participation (2) à la vie sociale, politique et économique

- Être présents dans les institutions publiques comme employé ou autrement (PAEE, parrainage professionnel, mentorat, francisation, etc.)
- Impact :
  - Les personnes immigrantes se sentent représentées par les institutions publiques.
  - La confiance de cette population envers les institutions s'accroît.
  - C'est un bon moyen pour intensifier le sentiment d'appartenance des personnes immigrantes à la société Québécoise et de renforcer la cohésion sociale.
  - C'est la possibilité pour ces personnes d'accroître leur capital social et de ce fait, leur intégration en français à la société québécoise.

Les études démontrent l'existence d'une corrélation directement proportionnelle entre le degré de capital social, le développement de liens sociaux forts, l'intégration et la mobilité sociale.



# La participation (3) à la vie sociale, politique et économique

- Participer à la vie politique et à la construction sociale du Québec : être présents lors des initiatives de consultation citoyenne.
- Comment?
  - Tenir compte des facteurs ou des causes qui expliquent le faible taux de participation des populations vulnérables.
  - Les compétences et les communications interculturelles pour tisser des stratégies pour rejoindre ces populations.
  - Encourager la francisation.

# Qu'est-ce que tout cela nous dit?

- La nécessité de penser la cohésion sociale et l'immigration de manière systémique et son abordage par le biais d'une approche transversale aussi au niveau municipal.
- S'informer pour agir – par des sources internes aux villes (services de statistique) ou des sources externes (des partenaires locaux ou d'autres institutions).